

INTRODUCTION TO IPSAS



Introduction

Contents

Avantages de la comptabilité d'exercice	2	Qu'est-ce que la
comptabilité d'exercice ?.....	3	Avantages de la
comptabilité d'exercice.....	3	
Introduction	4	
Contexte du matériel de développement	5	
Structure du cours	6	
Qui est l'IPSASB ?.....	6	
Que sont les IPSAS ?	7	
Aligné sur les IFRS lorsque cela est approprié	8	Relation avec
GFS.....	8	
En savoir plus sur les IPSAS.....	9	
Procédure régulière IPSAS	dix	
Différentes bases comptables	11	Exemple de
différence entre la trésorerie et la comptabilité de régularisation	12	Pourquoi
adopter les normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice ?	14	
Transition vers la comptabilité d'exercice.....	14	
Caractéristiques d'une transition réussie	15	
Étapes clés du plan de mise en œuvre	15	Étapes
techniques de mise en œuvre	16	Identification de l'entité
déclarante	17	Conventions
comptables	18	Application de la
matérialité.....	20	
Questions et débats.....	20	
Questions de révision.....	21	
Réponses aux questions de révision.....	23	

Advantages of Accrual Accounting

What is Accrual Accounting?

La comptabilité d'exercice est un système de comptabilité qui présente deux caractéristiques clés :

- a) Les événements économiques sont comptabilisés au moment où ils se produisent, quel que soit le moment où les flux de trésorerie correspondants les encaissements et les paiements ont lieu. Cela contraste avec les systèmes de comptabilité de caisse, où les événements ne sont signalés que lorsque l'argent change de mains.
- b) Les actifs et les passifs sont comptabilisés au bilan. Ceux-ci incluent les actifs non financiers comme ainsi que les actifs financiers et tous les passifs. En revanche, la comptabilité de trésorerie ne rend compte que de la trésorerie d'une entité. soldes.

Les concepts de comptabilité d'exercice constituent la base des statistiques de finances publiques. Des cadres tels que le Système de comptabilité nationale et le Manuel de statistiques de finances publiques sont basés sur les concepts de la comptabilité d'exercice.

Les cadres statistiques rendent compte de l'ensemble de l'économie ou de sous-secteurs de l'économie, par exemple le secteur des administrations publiques.

Toutefois, des informations fondées sur la comptabilité d'exercice sont souvent nécessaires pour gérer des organisations individuelles. Les états financiers à usage général sont utilisés pour fournir ces informations à un large éventail de parties prenantes, tant dans le secteur privé que, de plus en plus, dans le secteur public.

Dans le secteur public, des organisations telles que des ministères, des départements ou des agences gouvernementales peuvent produire des états financiers. Les normes comptables internationales du secteur public® (IPSAS®) sont conçues pour être utilisées par les organisations (entités) du secteur public qui produisent des états financiers à usage général.

Advantages of Accrual Accounting

Les avantages pour les entités du secteur public d'utiliser la comptabilité d'exercice sont liés à l'augmentation et à l'amélioration des informations financières mises à disposition. Les avantages de la comptabilité d'exercice proviennent de l'utilisation de ces meilleures informations pour prendre de meilleures décisions financières et pour mieux éclairer l'élaboration des politiques.

Les principales améliorations en matière d'information sont les suivantes :

- a) En capturant à la fois les flux de trésorerie et les flux non monétaires dans les états financiers, la comptabilité d'exercice fournit une vision plus complète de la performance financière d'une entité et du coût de ses activités ;
- b) La déclaration des actifs et des passifs peut conduire à accorder une plus grande considération à l'acquisition, l'élimination et la gestion de ces éléments ;
- c) L'utilisation de normes internationalement reconnues peut accroître la transparence, la fiabilité et comparabilité des rapports financiers; et
- d) L'utilisation d'états financiers consolidés peut fournir une image plus complète de la situation financière d'une entité. situation financière et performance financière. Ceci est particulièrement utile lorsque l'entité déclarante est un gouvernement.

Les rapports suivants fournissent plus de détails sur les avantages de la comptabilité d'exercice :

- Étude 14, Transition vers la comptabilité d'exercice (IPSASB)
- L'argent liquide est-il toujours roi ? (ACCA/IFAC)
- Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice dans le secteur public (FMI)
- Transition vers la comptabilité d'exercice (FMI)
- Obtenir une valeur ajoutée grâce aux réformes de la comptabilité d'exercice (OCDE)

Introduction



Context of Development Material

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

www.ipsasb.org

La Fédération internationale des comptables® (IFAC®) publie régulièrement du matériel d'aide à l'adoption et à la mise en œuvre. Ce projet est parrainé et financé par l'IFAC dans le cadre de cette initiative.

Le Conseil des normes comptables internationales du secteur public® (IPSASB®) n'a pas été impliqué dans l'élaboration du matériel et n'a pas non plus officiellement approuvé le matériel de cours.

Ce matériel est destiné à aider les gouvernements et les organisations gouvernementales souhaitant rendre compte conformément aux IPSAS basées sur la comptabilité d'exercice. Il vise à renforcer les capacités et les compétences au sein des entités du secteur public qui utilisent actuellement une comptabilité de caisse (ou une comptabilité de quasi-caisse ou une comptabilité de caisse modifiée) et sont en train de passer aux IPSAS selon la comptabilité d'exercice.

Le cours peut être utile aux entités du secteur public qui suivent actuellement les principes comptables généralement reconnus basés sur la comptabilité d'exercice établis par un organisme de normalisation national ou similaire faisant autorité (par exemple, les ministères des Finances) souhaitant adopter les IPSAS. Toutefois, étant donné que le public principal est constitué d'entités utilisant actuellement la comptabilité de caisse et en transition vers les normes IPSAS, une partie du contenu peut être moins pertinente.

Le matériel de cours est destiné à aider à la mise en œuvre. Il couvre les exigences techniques des IPSAS et les problèmes de mise en œuvre découlant de l'adoption des IPSAS selon la comptabilité d'exercice. Le matériel de cours ne couvre pas toutes les normes IPSAS publiées. L'accent est mis sur les domaines considérés comme les problèmes les plus importants auxquels est confrontée une entité du secteur public passant pour la première fois aux IPSAS (par exemple, les produits hors change, les passifs, l'entité présentant les états financiers, la présentation et la dépréciation des actifs). Pour les questions plus complexes, les participants devront se référer directement aux IPSAS pertinentes dans le [manuel IPSASB](#).

Le matériel couvert dans le cours n'est pas destiné à être un manuel de comptabilité et n'établit pas non plus de pratiques ou de normes comptables faisant autorité. Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public (Manuel IPSASB) est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

Les normes comptables évoluent constamment. Les participants doivent être conscients qu'ils doivent se tenir au courant des activités de l'IPSASB. Pour ce faire, il est préférable de se connecter au [site Web de l'IPSASB](#).

Le site Web contient des informations sur l'état des projets et les questions susceptibles d'avoir un impact sur le contenu des IPSAS existantes ou pouvant donner lieu à de nouvelles IPSAS.

Le matériel a été préparé sur la base de certaines hypothèses générales concernant les participants.

Les participants seront principalement des comptables techniques et des auditeurs professionnels susceptibles d'être impliqués dans la première mise en œuvre des IPSAS selon la comptabilité d'exercice. Les participants d'une entité du secteur public proviendraient principalement de la fonction finance/trésorerie à tous les niveaux, du directeur financier au personnel financier opérationnel.

On suppose que les participants, même s'ils ne détiennent pas nécessairement un titre comptable, auront une combinaison de formation, d'expérience et de formation en comptabilité, que ce soit dans le secteur public ou privé.

Les modules sont conçus pour passer d'un aperçu des IPSAS pertinentes à des composants techniques reflétant les connaissances et compétences spécifiques à maîtriser.

Structure of Course

- Basé sur la comptabilité d'exercice IPSAS du manuel IPSASB.
- Série de modules indépendants
 - Exemples illustratifs et études de cas
- Quiz d'auto-évaluation

- Le matériel utilise des exemples illustratifs et des études de cas pour développer la capacité du participant à appliquer le normes aux transactions et événements conformément aux IPSAS
- Les sessions se terminent par un quiz d'auto-évaluation conçu pour aider les participants à tester leurs connaissances. acquis
- Le matériel est organisé en un ensemble de modules indépendants

Le matériel de cours est organisé en un ensemble de modules indépendants qui peuvent être suivis sur une période de trois jours complets (8 heures par jour) ou décomposés en une série de sessions présentées sur des jours ou des semaines consécutives.

IPSAS non couvertes

Le matériel de cours ne couvre pas les IPSAS suivantes.

- IPSAS 10 – Information financière dans les économies hyperinflationnistes
- IPSAS 11 – Contrats de construction
- IPSAS 14 – Événements postérieurs à la date de clôture
- IPSAS 22 – Informations à fournir sur le secteur des administrations publiques

Who is the IPSASB?

- Conseil indépendant de normalisation
- 18 membres ; composition internationale; réunions et documents publics
- Objectif : Renforcer la gestion des finances publiques (GFP) à l'échelle mondiale
adoption croissante des IPSAS fondées sur la comptabilité d'exercice

Ces activités sont assurées à travers deux principaux domaines d'activité, tous deux axés sur l'intérêt public :

- Développer et maintenir les normes IPSAS et autres rapports financiers de haute qualité des conseils pour le secteur public; et
- Sensibiliser aux IPSAS et aux avantages de leur adoption.

L'IPSASB est un organisme de normalisation indépendant qui élabore les IPSAS pour les entités du secteur public. L'IPSASB est soutenu par l'IFAC à travers des contributions en ressources humaines, en gestion des installations, en communication et en financement. L'IFAC facilite également le processus de nomination et de sélection des membres du conseil d'administration.

L'IPSASB fixe ses propres ordres du jour et approuve ses publications sans la participation de l'IFAC.

L'indépendance de l'IPSASB est garantie de plusieurs manières :

- Une transparence totale à la fois en termes de procédure régulière pour l'établissement de normes, ainsi que d'accès du public aux documents de l'ordre du jour, aux réunions et à une base publiée pour les conclusions de chaque norme finale ;
- L'implication des observateurs dans le processus d'élaboration des normes ;
- L'exigence selon laquelle les membres de l'IPSASB, ainsi que les organisations de nomination/employeurs, s'engagent à l'indépendance, à l'intégrité et à la mission d'intérêt public du conseil ; et
- Le Comité d'intérêt public (PIC) assure la surveillance de l'IPSASB afin de garantir le respect d'une procédure régulière. suivi et qu'il agit dans l'intérêt public.

L'IPSASB compte 18 membres issus de différents pays (actuellement 17). La composition comprend des préparateurs du secteur public, des fonctionnaires du ministère des Finances, des auditeurs, des universitaires et des normalisateurs. Les membres peuvent être nommés par des gouvernements, des entités du secteur public, des organismes membres de l'IFAC, etc.

What are IPSAS?

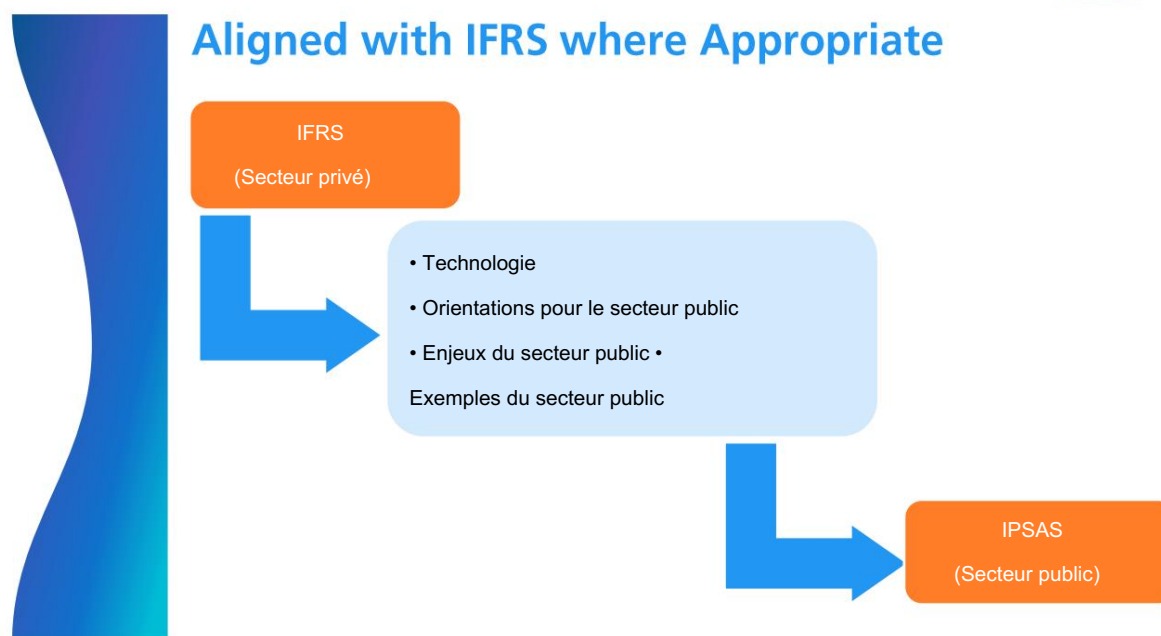
- Normes faisant autorité pour la préparation d'états financiers à usage général
- Conçu pour s'appliquer à toutes les entités du secteur public qui :
 - sont responsables de la prestation de services au profit du public et/ou redistribuer les revenus et la richesse ;
 - financer principalement leurs activités, directement ou indirectement, au moyen d'impôts et/ou de transferts d'autres niveaux de gouvernement, de cotisations sociales, de dettes ou de redevances ; et
 - n'ont pas pour objectif principal de réaliser des bénéfices.

IPSAS signifie International Public Sector Accounting Standards®. Les IPSAS sont élaborées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB), un organisme de normalisation indépendant créé par la Fédération internationale des comptables (IFAC), spécifiquement pour les entités du secteur public.

Les IPSAS sont des normes faisant autorité en matière de comptabilisation et de présentation des transactions et événements économiques dans les états financiers à usage général des entités du secteur public.

Les IPSAS établissent des exigences sur la façon dont les transactions et événements économiques particuliers doivent être comptabilisés et présentés dans les états financiers à usage général des entités du secteur public. Les états financiers à usage général sont des états financiers destinés à répondre aux besoins d'information des utilisateurs qui ne sont pas en mesure d'exiger la préparation de rapports financiers adaptés à leurs besoins d'information spécifiques. Ils fixent les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information des éléments présentés dans les états financiers ainsi que des informations fournies dans les notes annexes.

Les entités du secteur public comprennent les gouvernements nationaux, régionaux (par exemple, étatiques, provinciaux, territoriaux) et locaux (par exemple, ville) et leurs entités constitutives (par exemple, départements, agences, conseils et commissions).



De nombreuses IPSAS sont basées sur les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour être appliquées par les entités à but lucratif. Si l'opération comptable sous-jacente est la même dans les secteurs privé et public, l'IPSASB peut convenir que le traitement comptable soit le même. L'utilisation des IFRS pour élaborer certaines IPSAS s'appuie sur la solide procédure officielle de l'IASB en utilisant des modifications appropriées pour refléter les questions d'information financière spécifiques au secteur public. L'IPSASB évalue les IFRS et détermine si les questions liées au secteur public justifient une dérogation. Des changements de terminologie pour refléter le langage du secteur public, des orientations spécifiques au secteur public, des orientations pour aborder des questions spécifiques au secteur public et des exemples du secteur public peuvent être ajoutés.

L'IPSASB s'efforce, dans la mesure du possible, de conserver le traitement comptable et le texte original des IFRS, à moins qu'il n'existe un problème important dans le secteur public qui justifie une dérogation.

Des exemples des différentes approches peuvent être vus dans ces IPSAS :

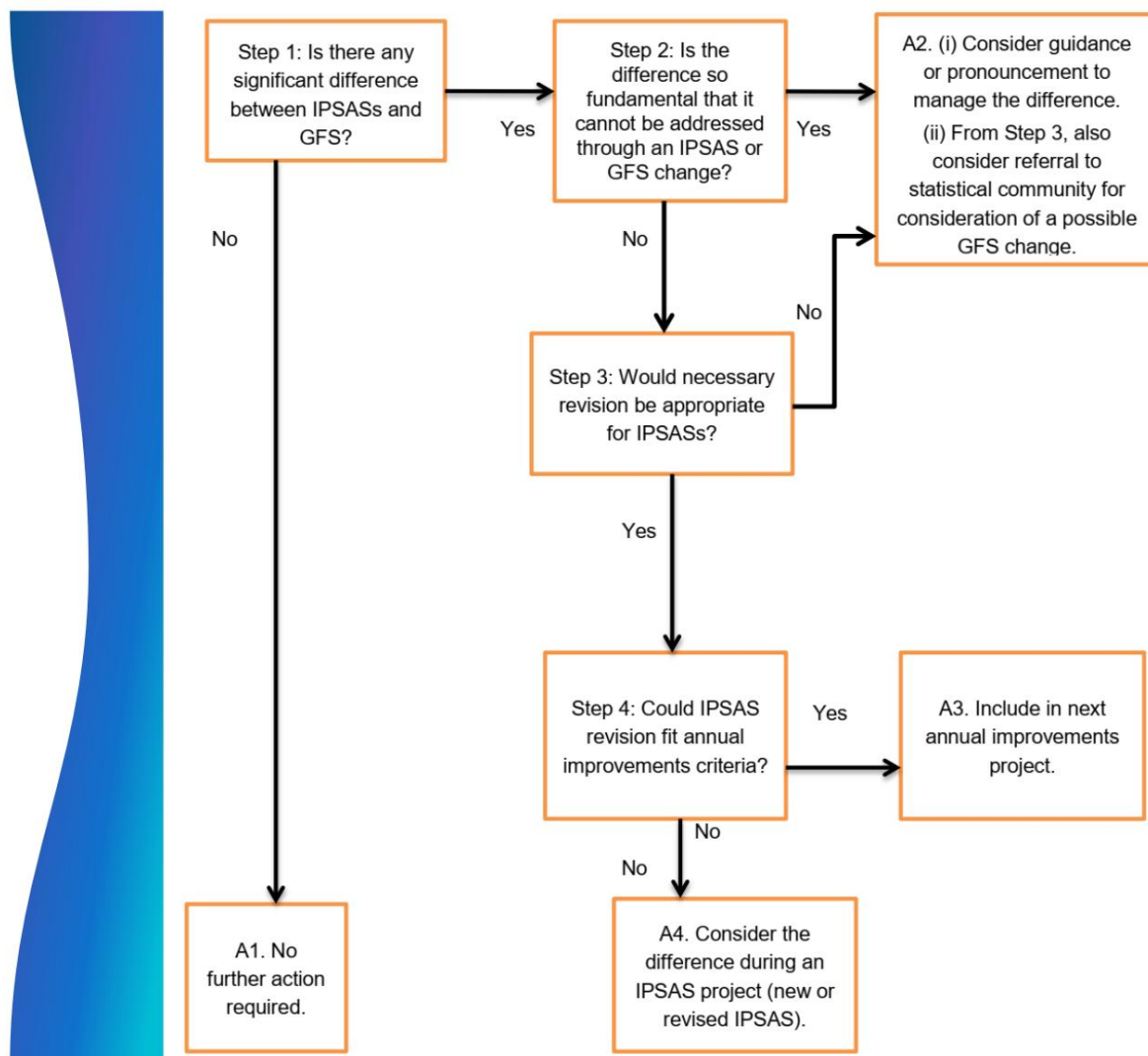
- IPSAS 39 Avantages du personnel est basé sur IAS 19, avec des différences très mineures.
- IPSAS 40 Regroupements du secteur public est une IPSAS spécifique au secteur public. Bien qu'elle adopte la même approche de comptabilisation des acquisitions qu'IFRS 3, elle inclut également la comptabilisation des fusions et des indications sur la distinction entre les acquisitions et les fusions. En effet, contrairement au secteur privé, les fusions sont courantes dans le secteur public.

Relationship with GFS

Les directives de déclaration des statistiques de finances publiques (GFS) font partie du cadre plus large de déclaration des statistiques macroéconomiques.

Les rapports GFS sont importants pour de nombreux gouvernements. L'IPSASB a pour politique de chercher à réduire les différences inutiles entre les normes IPSAS et les lignes directrices du GFS lors de l'élaboration des normes IPSAS.

Lorsque des différences ne peuvent être évitées, l'IPSASB prendra en compte des orientations ou des déclarations pour gérer les différences.



More on IPSAS

- Outre les normes faisant autorité (y compris les directives d'application), les IPSAS comprennent :
 - Base de conclusion
 - Conseils de mise en œuvre
 - Exemples illustratifs
 - Comparaison avec les Normes internationales d'information financière (IFRS) où en vigueur

Les IPSAS ont une structure générale qui comprend un objectif, un champ d'application, des définitions, des exigences comptables et d'information, des dispositions transitoires et une date d'entrée en vigueur. Les sections sont généralement explicites. Ils peuvent également inclure des conseils d'application dans le cadre du texte faisant autorité.

Toutes ces orientations indiquent si elles font partie intégrante des IPSAS. Les orientations qui font partie intégrante des IPSAS sont obligatoires. Les directives qui ne font pas partie intégrante des IPSAS ne contiennent pas d'exigences relatives aux états financiers.

Les IPSAS contiennent des paragraphes en gras et en texte brut. Les paragraphes en gras énoncent généralement les grands principes, tandis que les paragraphes en texte brut expliquent généralement les principes ou leur application à une situation particulière. De plus, les paragraphes en texte brut peuvent inclure des conseils sur les pratiques encouragées ou souhaitables, mais pas obligatoires. Tous les paragraphes des IPSAS ont la même autorité.

Une IPSAS sera accompagnée d'une base de conclusion (autre que les IPSAS plus anciennes qui ont été élaborées avant cette politique).

La Base de conclusion ne fait pas partie des IPSAS, c'est-à-dire qu'elle ne fait pas autorité. La base de la conclusion résume les considérations jugées importantes par les membres de l'IPSASB pour parvenir à ses conclusions sur l'élaboration de la norme comptable pour le secteur public. La base des conclusions comprendra une description détaillée de la question du secteur public, la justification de l'écart par rapport au document connexe de l'IASB, le cas échéant, et les implications des changements apportés.

Les IPSAS peuvent être accompagnées de directives de mise en œuvre et d'exemples illustratifs, dont aucun ne fait autorité. Les directives de mise en œuvre visent à aider les entités à appliquer leurs exigences. Les exemples sont destinés à expliquer et illustrer l'application de certains aspects de la norme à diverses transactions et événements courants rencontrés pour lesquels les exigences des IPSAS sont pertinentes. Changer un ou deux des faits supposés dans les exemples peut conduire à des conclusions sensiblement différentes concernant l'application appropriée de la norme. Dans tous les cas, les dispositions de la norme prévalent.

Lorsqu'une IPSAS est basée sur les IFRS, elle sera accompagnée d'une comparaison mettant en évidence les changements dans le traitement comptable et le texte original des IFRS pertinentes lorsqu'il existe un problème important dans le secteur public qui justifie une dérogation.

IPSAS Due Process

Requis

- Recherche – normes et pratiques internationales et nationales pertinentes
- Élaborer et publier un exposé-sondage – période de commentaires minimale de 4 mois.
- Examiner les réponses et modifier le projet de norme le cas échéant.
- IPSAS définitives

Le document de consultation publique peut être publié avant l'ED, à la discrétion de l'IPSASB.

La procédure officielle de l'IPSASB est une procédure publique comportant un certain nombre d'éléments obligatoires. Tous les projets commencent par une recherche sur les normes et pratiques internationales et nationales pertinentes et par une analyse de diverses options et approches. Lorsque le projet est basé sur les IFRS, une évaluation est effectuée pour identifier tous les problèmes du secteur public et déterminer s'ils justifient une dérogation aux IFRS.

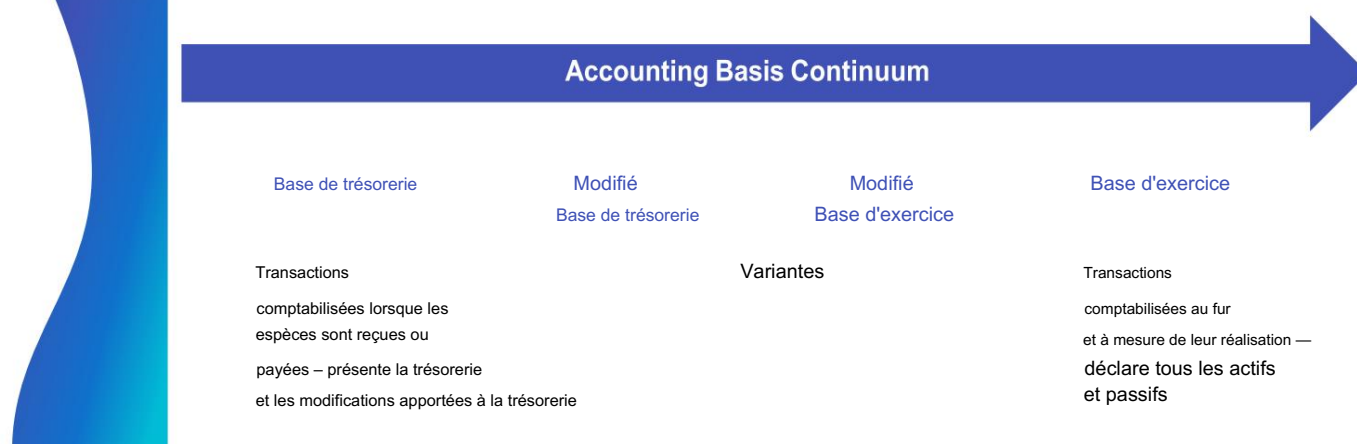
Un exposé-sondage (ED) doit être publié pour commentaires publics sur tous les projets avec une période de commentaires minimale de 4 mois (sauf pour les modifications mineures, pour lesquelles une période de consultation plus courte peut être appropriée). Les réponses à l'ED sont analysées et des modifications au projet de norme peuvent être apportées pour répondre aux commentaires. Une IPSAS définitive n'est publiée qu'après approbation par les deux tiers des voix du conseil d'administration. Si les modifications apportées au projet de norme à la suite des commentaires des répondants sont jugées substantielles, le projet de norme devra peut-être être réexposé avant d'être finalisé en tant qu'IPSAS.

Le PIC a la possibilité de commenter si l'IPSASB a suivi la procédure régulière avant la publication d'une IPSAS.

L'IPSASB peut publier un document de consultation publique avant d'élaborer un ED, par exemple si un sujet est particulièrement complexe ou si l'IPSASB sollicite l'avis des parties prenantes avant de finaliser ses positions.

Different Bases of Accounting

L'IPSASB définit la base comptable comme désignant soit la comptabilité d'exercice, soit la comptabilité de caisse, telle que définie dans la comptabilité d'exercice IPSAS ou la comptabilité de caisse IPSAS, respectivement.



Le [Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public](#) contient les IPSAS qui s'appliquent à la comptabilité d'exercice et une IPSAS qui s'applique à la comptabilité de caisse. L'IPSASB encourage les gouvernements à passer à la comptabilité d'exercice et à adopter les IPSAS.

Ce cours a été développé pour faciliter l'adoption des IPSAS en matière de comptabilité d'exercice.

La comptabilité de caisse comptabilise les transactions et autres événements uniquement lorsque les espèces sont reçues ou payées. Selon la comptabilité de caisse, les recettes sont enregistrées lorsque les espèces sont reçues et les dépenses sont enregistrées lorsque les espèces sont décaissées. Lorsque la comptabilité de caisse sous-tend la préparation des états financiers, l'état financier principal est l'état des entrées et sorties de trésorerie. Selon la méthode de comptabilité de caisse, les actifs à long terme, les débiteurs, les stocks et les actifs payés d'avance ne sont pas comptabilisés. Les passifs tels que les emprunts, les créditeurs et les charges à payer (par exemple les charges sociales, les avantages sociaux futurs) ne sont pas comptabilisés.

L'évaluation dans les états financiers porte principalement sur les soldes de trésorerie et leurs variations. Notes aux états financiers peuvent fournir des informations supplémentaires sur les passifs, tels que les dettes et les emprunts, et certains actifs non monétaires, tels que les créances, les investissements et les immobilisations corporelles.

Les entités du secteur public sont souvent tenues de suivre leurs dépenses par rapport à l'autorité budgétaire compétente. Les budgets peuvent être préparés sur une base de trésorerie.

La comptabilité d'exercice reconnaît les effets économiques des transactions et autres événements lorsqu'ils se produisent, qu'il y ait eu ou non une réception ou un paiement d'espèces. Par conséquent, les transactions et événements sont enregistrés dans les registres comptables et reconnus dans les états financiers des périodes auxquelles ils se rapportent. Tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation sont comptabilisés dans les états financiers. Les actifs et passifs comprennent des éléments tels que les débiteurs et créditeurs et les provisions pour avantages du personnel.

Par exemple, la charge au titre des avantages de retraite des employés est comptabilisée selon la comptabilité d'exercice en tant que passif et charge dans la période au cours de laquelle les avantages sont gagnés par les employés, même si les obligations ne seront pas payées avant un certain temps dans le futur.

Lorsque la comptabilité d'exercice sous-tend la préparation des états financiers, les états financiers comprendront l'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des flux de trésorerie et l'état des variations de l'actif net/des capitaux propres. Les éléments comptabilisés en comptabilité d'exercice sont les actifs, les passifs, l'actif net/capitaux propres, les produits et les charges.

De nombreuses modifications différentes peuvent être apportées à ces bases comptables. Bien que ces bases modifiées soient souvent appelées comptabilité de caisse modifiée et comptabilité d'exercice modifiée, il n'existe pas de version standardisée de ces bases.

Des exemples de modifications incluent la comptabilisation des actifs financiers (trésorerie, créances, etc.) et des passifs financiers (créances créditeurs, emprunts bancaires, etc.). Dans d'autres juridictions, les immobilisations peuvent être comptabilisées.

Example of Difference Between Cash and Accrual

Débeture de 100 000 \$ sur 10 ans avec un taux nominal de 6 % émise le 1er juillet 20x0.
Intérêts et capital payables annuellement. La fin de l'exercice financier est le 31 décembre.

	Base de trésorerie		Accumulation	
1er juillet 20X0	Dr Cash	100 000 \$	Dr Cash	100 000 \$
	Cr Encaissements	100 000 \$	Responsabilité Cr	100 000 \$
31 décembre 20X0			Dr Intérêt exp	3 000 \$
			Cr Intérêts courus	3 000 \$
1er juillet 20X1	Dr Frais de remboursement de la dette	16 000 \$	Dr Intérêts courus	3 000 \$
			Dr Frais d'intérêts	3 000 \$
			Responsabilité du Dr	10 000 \$
	Banque Cr	16 000 \$	Banque Cr	16 000 \$

Scénario:

Un gouvernement émet une débenture sur 10 ans de 100 000 \$ avec un taux nominal de 6 % le 1er juillet 20x0. Les intérêts et le capital sont payables chaque année le 1er juillet. La fin de l'exercice financier du gouvernement est le 31 décembre. Quelles sont les écritures de journal permettant d'enregistrer les transactions selon la comptabilité de caisse et la comptabilité d'exercice ?

• Comptabilité selon la base de caisse

- o Le produit de l'émission de la dette est déclaré comme reçu lorsqu'il est reçu
- o Aucune charge d'intérêts n'est comptabilisée pour la période du 1er juillet au 31 décembre 20X0
- o Le paiement du service de la dette est comptabilisé comme dépense lorsqu'il est payé.

• Selon la comptabilité d'exercice,

- o Le produit de la dette est comptabilisé au passif lorsqu'il est reçu
- o Les intérêts et charges courus sont comptabilisés dans les états financiers au 31 décembre 20X0 pour la période du 1er juillet au 31 décembre 20X0.
- o Le versement annuel du capital et des intérêts réduit le passif de 10 000 \$, les intérêts courus de 3 000 \$ et une charge est comptabilisée de 3 000 \$ pour la période du 1er janvier au 1er juillet 20X1.

		Base de trésorerie		Accumulation	
Entrée de journal		Débit	Crédit	Débit	Crédit
1er juillet 20X0	Banque	100 000 \$		100 000 \$	
	Ressources financières		100 000 \$		
	Passif – Dette à long terme				100 000 \$
	Pour enregistrer la réception des recettes				
	Charges d'intérêts			3 000 \$	
31 décembre 20X0	Intérêt accru				3 000 \$
	Pour enregistrer les intérêts débiteurs 1er juillet au 31 décembre 20X0				
1er juillet 20X1	Passif – Dette à long terme			10 000 \$	
	Intérêt accru			3 000 \$	
	Charges d'intérêts			3 000 \$	
	Service de la dette	16 000 \$			
	Banque		16 000 \$		16 000 \$

Why Adopt Accrual Basis IPSAS?

- Rapporte tout
 - ressources économiques contrôlées par l'entité
 - créances sur des ressources économiques
 - coût total des biens et services
- Améliore la transparence et la responsabilité
- Fournit de meilleures informations pour la prise de décision
- Améliore la cohérence et la comparabilité des rapports

La comptabilité d'exercice fournit des informations sur les ressources économiques qu'une organisation contrôle ; les créances sur ces ressources et le coût total des services engagés dans la fourniture de ses biens et services.

Il favorise davantage de transparence, améliore la responsabilité et fournit de meilleures informations à des fins décisionnelles.

Les états financiers préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice informent les utilisateurs non seulement des transactions passées impliquant le paiement et la réception d'espèces, mais également des obligations de payer en espèces à l'avenir et des ressources qui peuvent être utilisées pour fournir des services ou générer des liquidités à recevoir dans le futur. . Par conséquent, ils fournissent le type d'informations sur les transactions passées et d'autres événements qui sont les plus utiles aux utilisateurs pour prendre des décisions économiques.

Les informations fournies dans le cadre de la comptabilité d'exercice soutiennent une gestion et une intendance améliorées des ressources, ce qui peut améliorer l'efficacité et l'efficacité opérationnelles. Par exemple, l'obligation de comptabiliser les obligations en matière d'avantages sociaux telles que les prestations de retraite favorise une meilleure gestion des coûts liés au personnel.

La comptabilisation des immobilisations corporelles favorise une meilleure gestion de ces actifs.

L'adhésion aux IPSAS établies de manière indépendante améliore la crédibilité et la comparabilité des états financiers produits par les entités du secteur public.

Qui a adopté les IPSAS ?

Plus de 80 pays ont adopté les IPSAS ou sont en train de les adopter. De nombreuses organisations internationales, par exemple l'OCDE, l'UE, les Nations Unies, l'OTAN et INTERPOL, ont également adopté les IPSAS.

Exemples de pays qui ont adopté ou adoptent les IPSAS en matière de comptabilité d'exercice : Tanzanie, Chili, Indonésie, Estonie, Suisse, Slovaquie, Brésil, Espagne, Afrique du Sud, Nigéria, Autriche et Nouvelle-Zélande.

Transitioning to Accrual Accounting

- IPSAS 33 – Exceptions aux autres IPSAS pendant la période de transition
 - Reconnaissance
 - Mesure
 - Présentation
 - Informations comparatives

Les détails des exigences comptables qui s'appliquent lorsqu'une entité passe à la comptabilité d'exercice sont fournis dans le D'abordHeure Adoption de Base d'exercice IPSAS module.

Features of Successful Transition

- Un mandat clair ;
- Engagement politique ;
- Engagement des entités centrales et des responsables clés ;
- Ressources adéquates (humaines et financières) ;
- Une structure de gestion de projet efficace ;
- Capacité technologique et systèmes informatiques adéquats ; et
- Utilisation de la législation.

Voir les paragraphes 2.37 à 2.50 de l'étude 14.

Un mandat clair – un mandat clair émanant du niveau de gouvernement approprié indiquant ce que les réformes engloberont, le calendrier prévu et l'autorité des divers organismes gouvernementaux pour initier les changements requis.

L'engagement politique – de la part de l'instance dirigeante ou des représentants élus qui supervisent l'instance dirigeante et du parti adverse est généralement tenu d'obtenir l'approbation initiale et de fournir un soutien continu lorsque des obstacles sont rencontrés.

Engagement des entités centrales et des principaux responsables – les changements dans les bases comptables, ainsi que les réformes de la gestion financière telles que la délégation de l'autorité en matière de ressources, impliquent des changements dans la structure du pouvoir ; les personnes clés qui sont prêtes à soutenir publiquement les changements peuvent également remplir le rôle d'officiers.

Ressources adéquates (humaines et financières) – l'identification des types de compétences requises et la planification pour garantir la disponibilité de ces compétences sont essentielles au succès de la transition.

Une structure de gestion de projet efficace – nécessite un cadre/philosophie documenté, un plan de mise en œuvre formel, une répartition claire des responsabilités, des étapes et des procédures de suivi des performances du projet, un processus d'approbation, des mécanismes formels de communication et de coordination, savoir où intégrer les coûts supplémentaires dans le processus budgétaire.

Capacité technologique et systèmes informatiques adéquats – évaluer les systèmes existants liés aux systèmes d'information financière ; peut être une contrainte majeure.

Recours à la législation – fournit une autorité formelle pour les changements et démontre l'engagement des gouvernements en faveur du changement.

Implementation Plan Key Steps

- Lancement du projet;
- Cadrage et planification détaillés du projet ;
- Phase de mise en oeuvre; et
- Rapports.

La transition vers la comptabilité d'exercice est un projet majeur pour la plupart des gouvernements. Comme tout projet à grande échelle, il nécessite une planification et une gestion minutieuses. Une entité doit élaborer un plan de mise en œuvre pour lui permettre d'atteindre ses objectifs.

Voir l'[étude 14](#) les paragraphes 2.18 à 2.36 et l'annexe A du chapitre 2 pour un modèle de plan de mise en œuvre générique.

Étapes clés

- Lancement du projet
- Cadrage et planification détaillés du projet
- Phase de mise en œuvre
- Rapports



Technical Steps to Implementation

- Détermination de l'entité déclarante
- Élaboration de politiques comptables
- Mise en œuvre
 - Inventaire, actifs et passifs existants
 - Reconnaissance et mesure

Détermination de l'entité déclarante

La question à résoudre est de savoir quelles entités individuelles et groupes d'entités doivent préparer des états financiers à usage général en tant qu'entités déclarantes. De même, dans le cas d'une entité économique composée d'un groupe d'entités sous contrôle commun, la question est de décider quelles entités doivent être incluses dans l'entité comptable économique aux fins de la préparation des états financiers consolidés.

Élaborer des politiques comptables

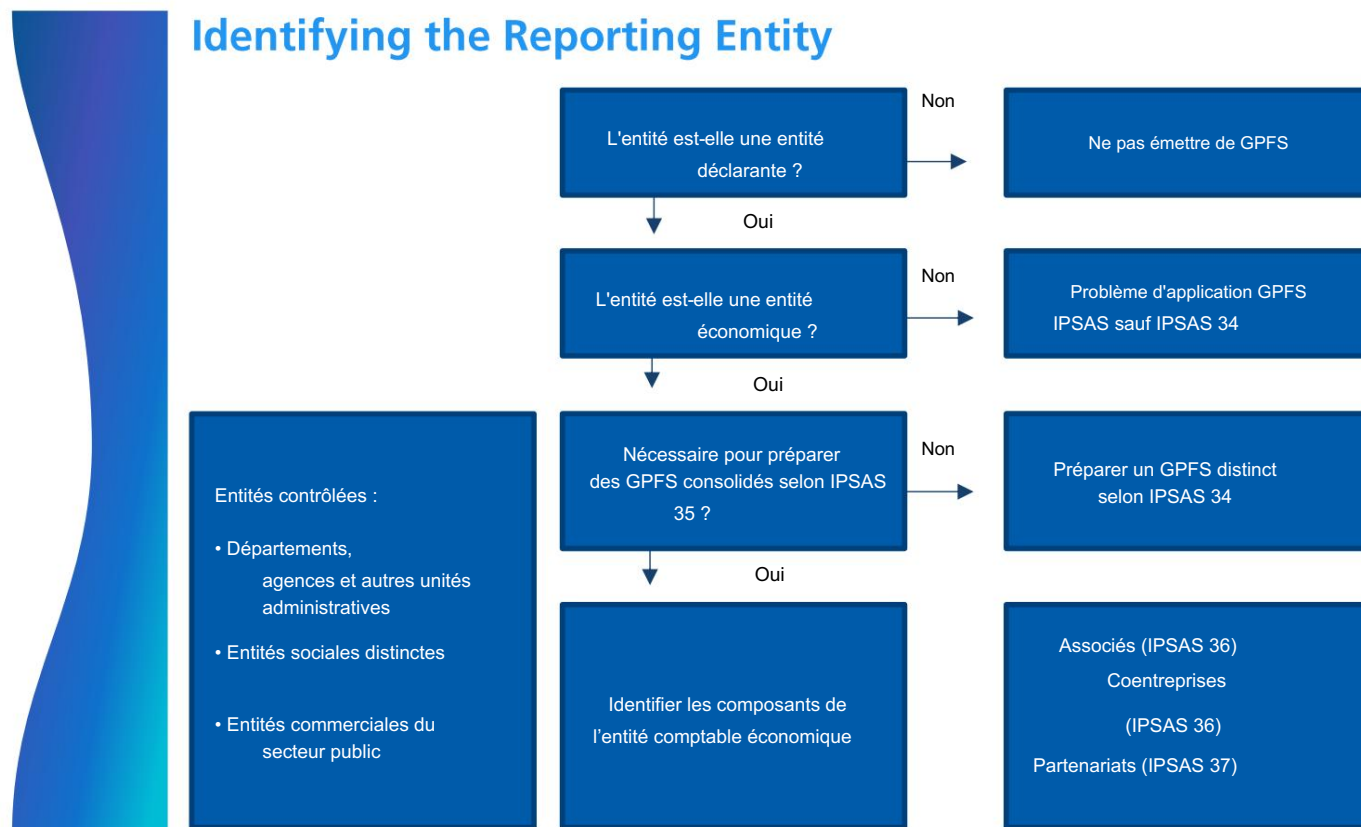
Une étape cruciale dans la transition vers la comptabilité d'exercice consiste à établir des politiques comptables. Le module [Présentation de États financiers](#) couvre le choix des méthodes comptables pour le reporting selon la comptabilité d'exercice.

Mise en œuvre

Nécessité d'évaluer et de créer un inventaire des actifs et des passifs et de déterminer leur évaluation à la date de transition – ce sera discuté plus tard dans le cours.

Les tâches de mise en œuvre et les problèmes associés à l'identification, à la comptabilisation et à l'évaluation initiale des actifs et passifs existants conformément aux IPSAS ou à d'autres normes comptables peuvent être onéreux. Par exemple, les entités qui n'ont jamais utilisé la comptabilité d'exercice peuvent avoir radié des immobilisations corporelles et incorporelles au moment de l'acquisition des actifs. Dans de tels cas, l'entité devra s'efforcer d'établir des coûts fiables pour la comptabilisation initiale de ces actifs conformément aux IPSAS pertinentes. Cela peut être difficile s'il n'existe aucune trace de l'achat initial, de la construction ou du développement, ou de la réception des actifs.

Identifying the Reporting Entity



Voir [le cadre conceptuel du secteur public - Chapitre 4](#)

Il convient de se concentrer dès le début sur ces questions, car elles peuvent affecter l'élaboration ultérieure des politiques comptables ainsi que les exigences en matière de systèmes d'information, de stratégies de formation et de stratégies de communication.

Les entités qui n'ont jamais utilisé la comptabilité d'exercice, qu'il s'agisse d'entités déclarantes individuelles ou d'entités faisant partie d'un groupe d'entités incluses dans une entité déclarante, sont susceptibles d'être impliquées dans le processus de transition.

L'arbre de décision identifie les étapes du processus d'identification de l'entité déclarante.

Une entité publiante du secteur public est un gouvernement ou une autre organisation, programme ou domaine d'activité identifiable du secteur public qui prépare des rapports financiers à usage général.

Les principales caractéristiques du périmètre comptable du secteur public sont (a) qu'il s'agit d'une entité qui mobilise des ressources auprès de : ou au nom de constituants et/ou d'utilisateurs de ressources pour entreprendre des activités au profit ou au nom de ces constituants ; et (b) il existe des bénéficiaires de services ou des fournisseurs de ressources qui dépendent des rapports financiers à usage général de l'entité pour obtenir des informations à des fins de responsabilisation ou de prise de décision.

Pour la plupart des entités, il apparaîtra facilement si certains utilisateurs dépendent des rapports financiers à des fins de responsabilisation et de prise de décision. Pour les autres entités, il sera nécessaire de faire preuve de jugement pour prendre cette décision. Déterminez s'il est raisonnable de s'attendre à ce que des utilisateurs externes dépendent de ces états financiers pour obtenir des informations à des fins de responsabilisation ou de prise de décision.

D'autres facteurs à prendre en compte incluent l'existence d'une exigence de produire des états financiers à usage général dans la législation, la politique gouvernementale ou la pratique historique.

Une entité déclarante est toute entité qui prépare des rapports financiers à usage général. La détermination variera selon les juridictions et au sein des juridictions. Les entités déclarantes pourraient être :

- a) Une entité individuelle telle qu'un département, un ministère ou une autre entité gouvernementale ; ou
- b) Une entité économique qui est un groupe d'entités composé d'une entité contrôlante et de toute entité contrôlée telle que l'ensemble du gouvernement.

Il est important d'identifier les limites d'une entité économique qui est une entité publiante dès le début de la mise en œuvre car IPSAS 35, à quelques exceptions près, exige qu'une entité contrôlante présente des états financiers consolidés dans lesquels elle consolide ses entités contrôlées. Les états financiers consolidés présentent les informations financières sur l'entité économique comme celles d'une entité unique.

Les états financiers consolidés combinent les états financiers de l'entité contrôlante et de ses entités contrôlées après élimination des ajustements pour les soldes, les transactions, les revenus et les dépenses entre les entités au sein de l'entité économique.

Les étapes du processus d'identification de l'entité déclarante comprennent :

- a) Identifier et documenter la ou les entités déclarantes existantes et les exigences législatives ou décisions qui ont créé la ou les entités déclarantes.
- b) Déterminer que toutes les entités qui préparent actuellement des rapports financiers à usage général sont tenues de le faire donc.
- c) Déterminer s'il existe d'autres entités qui devraient produire et publier des informations financières à usage général. rapports.

Accounting Policies

- Principes, bases, conventions, règles et pratiques spécifiques
 - Déterminé par les IPSAS le cas échéant
 - Jugement utilisé pour sélectionner la méthode comptable en l'absence d'IPSAS (IPSAS 3)
- Hiérarchie PCGR
 - IPSAS traitant de questions similaires et connexes
 - Définitions, critères de reconnaissance et de mesure dans le cadre conceptuel
Information financière à usage général par les entités du secteur public
 - Autres organismes de normalisation
 - Pratiques acceptées

Il convient de se concentrer dès le début sur les politiques comptables, car elles affectent les exigences ultérieures en matière de systèmes d'information, de stratégies de formation et de stratégies de communication.

Le choix des méthodes comptables aura également des implications sur les efforts requis pour passer à la comptabilité d'exercice. Ce choix aura également des implications sur les efforts continus requis pour rendre compte selon la comptabilité d'exercice.

Les méthodes comptables sont des principes, bases, conventions, règles et pratiques spécifiques appliqués dans la préparation et la présentation des états financiers :

- a) Expliquer l'application des normes comptables aux transactions et aux soldes ;
- b) Expliquer le choix parmi les autres traitements comptables sélectionnés ; et
- c) Politiques relatives aux rapports externes par rapport aux objectifs internes.

Une entité passant à la comptabilité d'exercice doit élaborer des méthodes comptables. Les politiques comptables initiales comprennent :

- d) Méthodes d'évaluation utilisées pour obtenir les soldes d'ouverture ;
- e) Dispositions transitoires des IPSAS appliquées ; et
- f) Politiques d'amortissement et de dépréciation

Les méthodes comptables initiales élaborées par une entité doivent inclure une explication des méthodes d'évaluation utilisées pour obtenir les soldes d'ouverture de certains actifs et passifs, des détails sur toutes les dispositions transitoires appliquées et l'impact de ces dispositions transitoires sur l'information financière.

Les politiques comptables détermineront l'effort, les délais du projet et, en fin de compte, le coût de la transition.

Les politiques doivent être influencées par les coûts de compilation des informations par rapport à la valeur qu'elles ont pour les utilisateurs des états financiers et la direction.

Les IPSAS définissent les méthodes comptables qui, selon l'IPSASB, donnent lieu à des états financiers contenant des informations pertinentes et fiables sur les transactions, les autres événements et les conditions auxquels ils s'appliquent.

Les IPSAS sont accompagnées de lignes directrices pour aider les entités à appliquer leurs exigences.

Le jugement est utilisé pour sélectionner une politique comptable.

Il peut y avoir des cas où les IPSAS ne traitent pas spécifiquement du traitement comptable des transactions et des événements. En l'absence d'IPSAS, une entité doit élaborer des politiques fondées sur d'autres directives faisant autorité qui sont cohérentes avec les concepts des IPSAS et qui aboutissent à des informations pertinentes pour les besoins de responsabilisation et de prise de décision des utilisateurs ; représente fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité ; répond aux caractéristiques qualitatives de compréhensibilité, d'actualité, de comparabilité et de vérifiabilité ; et prend en compte les contraintes liées aux informations contenues dans les rapports financiers à usage général et l'équilibre entre les caractéristiques qualitatives. Le choix d'une méthode comptable appropriée nécessite l'exercice du jugement professionnel. Lorsqu'une IPSAS ne s'applique pas spécifiquement à une transaction, un autre événement ou une condition, IPSAS 3 exige l'élaboration de méthodes comptables pour garantir que les états financiers fournissent des informations qui répondent à un certain nombre de caractéristiques qualitatives de l'information financière. IPSAS 3, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, fournit des indications sur la hiérarchie des sources des principes comptables dans de tels cas.

En exerçant un jugement qui aboutira à des informations pertinentes et fiables, la direction doit se référer aux sources suivantes et examiner leur applicabilité par ordre décroissant :

- a) Les exigences des IPSAS traitant de questions similaires et connexes ; et
- b) Les définitions, critères de comptabilisation et d'évaluation des actifs, passifs, produits et charges décrits dans le cadre conceptuel.

La direction peut également envisager

- a) Les déclarations les plus récentes d'autres organismes de normalisation (par exemple, divers déclarations de l'IASB), et
- b) Les pratiques acceptées du secteur public ou privé, mais uniquement dans la mesure où elles ne sont pas en conflit avec les définitions, critères de comptabilisation et d'évaluation des actifs, passifs, produits et charges décrites dans d'autres IPSAS.

Les méthodes comptables choisies doivent donner lieu à des informations complètes à tous égards importants. Les informations contenues dans les états financiers doivent être complètes dans les limites de leur importance relative et de leur coût.

Les participants doivent se référer au [Cadre conceptuel du secteur public Chapitre 3](#) pour des conseils sur les caractéristiques qualitatives des informations financières.

Application of Materiality

- Les IPSAS ne doivent pas nécessairement être appliquées lorsque l'effet de leur application est négligeable.
- Un élément est significatif si son omission ou son inexactitude dans les états financiers pourrait influencer la décharge de responsabilité par l'entité ou les décisions que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers.
- Le concept de matérialité est pris en compte pour décider
 - Si les éléments doivent être reconnus
 - L'application d'une méthode comptable particulière
 - Quels éléments doivent être divulgués dans les notes

Voir [le cadre conceptuel du secteur public Chapitre 3](#) paragraphes 3.32-3.34.

Il n'est pas nécessaire d'appliquer les IPSAS lorsque l'effet de leur application est sans importance.

Il faut faire preuve de jugement pour décider si un élément est important. Des conseils sur la détermination de l'importance relative des éléments peuvent être trouvés dans les publications de chaque juridiction. Il faut se tourner vers des définitions communes de la matérialité.

Une information est significative si son omission ou son inexactitude pourrait influencer l'exercice de ses responsabilités par l'entité ou les décisions que les utilisateurs prennent sur la base des rapports financiers à usage général de l'entité préparés pour cette période de reporting.

Le concept de matérialité est utilisé de plusieurs manières, notamment pour décider si certains éléments doivent être comptabilisés, quel effort doit être consacré à l'évaluation de certains éléments et si certains éléments doivent être présentés dans les états financiers.

Exemples de décisions de méthodes comptables pouvant être affectées par la notion d'importance relative

- a) Est-il nécessaire d'inventorier, d'évaluer et de suivre les immobilisations corporelles telles que le mobilier et les luminaires, les ordinateurs et autres équipements électroniques portables ?

Par exemple, si une entité du secteur public possède des immobilisations corporelles évaluées à un coût de 115 millions d'UM ; est-il nécessaire de déployer beaucoup d'efforts pour identifier, reconnaître et évaluer dans un premier temps le mobilier de bureau estimé à 2 millions d'UM ? Est-il nécessaire de comptabiliser le matériel de bureau de manière continue ?

- b) Est-il nécessaire de comptabiliser certains stocks comme les fournitures de bureau, les imprimés, etc. ?

Par exemple, si une entité du secteur public possède des stocks de matériaux granulaires évalués à 10 millions d'UM, est-il nécessaire de suivre les fournitures et matériaux de bureau d'une valeur de 50 000 UM ?

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Review Questions

question 1

Les principales sources des principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public sont :

- a) Le matériel couvert dans ce cours et le Manuel actuel du secteur public international
Déclarations comptables
- b) Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public, les déclarations d'autres organismes de normalisation
faisant autorité et les pratiques établies dans un secteur particulier
- c) Le Manuel actuel des déclarations comptables internationales du secteur public d) Des conseils de mise en
œuvre, des rapports de recherche, des manuels de comptabilité, des revues, des études et des articles

question 2

Le manuel IPSASB contient des lignes directrices faisant autorité sur lesquelles la base comptable :

- a) Trésorerie
- b) Trésorerie modifiée
- c) Provision modifiée d)
Provisions e)
- (a), (b) et (c) ci-dessus f) (a) et
(d) ci-dessus

question 3

Quel énoncé décrit le mieux la comptabilité de caisse :

- a) Il comptabilise les transactions uniquement lorsque des espèces sont reçues ou
payées. b) L'état financier principal est l'état des entrées et sorties de trésorerie. c) Les comptes clients, les
stocks, les actifs payés d'avance, les comptes créditeurs et les charges à payer peuvent être
enregistrés.
- d) Tout ce qui précède
- e) (a) et (b) ci-dessus

Question 4

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la comptabilité d'exercice ?

- a) La réception du produit de la dette à long terme et des dépenses pour l'acquisition de biens,
les installations et équipements sont présentés dans l'état de la performance financière.
- b) Les effets économiques des transactions et autres événements sont comptabilisés et présentés dans les états financiers des
périodes auxquelles ils se rapportent.
- c) L'état de la situation financière comprendra uniquement les actifs et passifs financiers.

Question 5

Les avantages de l'adoption de la comptabilité d'exercice comprennent :

- a) Il fournit des informations sur les ressources économiques qu'une organisation contrôle ; les réclamations sur ces ressources ; et le coût total des services.
- b) Il promeut plus de transparence, améliore la responsabilité et fournit de meilleures informations aux fins de prise de décision
- c) Il améliore la cohérence et la comparabilité des états financiers produits par le secteur public entités

Tout ce qui précède

Question 6

Lors de la sélection, de l'élaboration et de l'approbation des méthodes comptables, une entité est tenue de les fonder sur les exigences des IPSAS pertinentes.

Vrai ou faux? Pourquoi?

Question 7

Toutes les entités individuelles devraient élaborer un ensemble de politiques comptables.

Vrai ou faux? Pourquoi?

Question 8

Une entité doit appliquer les exigences des IPSAS à toutes les transactions et événements.

Vrai ou faux? Pourquoi?

Question 9

Toutes les entités ou groupes d'entités existants préparant actuellement des états financiers à usage général sont tenus de présenter une comptabilité d'exercice intégrale.

Vrai ou faux? Pourquoi?

Answers to Review Questions

question 1

La bonne réponse est (c). Le manuel IPSASB est la principale source faisant autorité de normes comptables internationales généralement reconnues pour les entités du secteur public.

Le matériel couvert dans le cours n'est pas destiné à être un manuel de comptabilité et n'établit pas non plus de pratiques ou de normes comptables faisant autorité. Le manuel IPSASB est la principale source faisant autorité de normes comptables internationales généralement reconnues pour les entités du secteur public.

Les IPSAS fournissent les exigences en matière de comptabilité et de reporting des états financiers ainsi que des explications et des orientations pour la plupart des transactions et événements rencontrés par une entité. Une entité publiante du secteur public doit appliquer toutes les IPSAS qui traitent de la comptabilisation et de la présentation dans les états financiers des transactions ou des événements rencontrés par l'entité publiante du secteur public.

Des problèmes peuvent survenir qui ne sont pas spécifiquement traités dans les IPSAS. Il est nécessaire de se référer à d'autres sources lorsqu'une IPSAS ne traite pas de la comptabilisation et de la présentation dans les états financiers des transactions ou des événements auxquels une entité publiante est confrontée, ou lorsque des indications supplémentaires sont nécessaires pour appliquer une source primaire à des circonstances spécifiques. IPSAS 3, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, contient des indications spécifiques sur les sources des PCGR dans de tels cas.

Les préparateurs et les auditeurs d'états financiers doivent connaître les normes IPSAS. De même, les préparateurs et les auditeurs doivent être conscients des changements apportés aux IPSAS, car ils peuvent être modifiés et adaptés pour refléter les conditions économiques ou sociales actuelles.

Les participants doivent être conscients qu'ils doivent se tenir au courant des activités de l'IPSASB. Pour ce faire, il est préférable de se connecter au site Web de l'IPSASB. Le site Web contient l'état des projets et les questions susceptibles d'avoir un impact sur le contenu des IPSAS existantes ou pouvant donner lieu à de nouvelles IPSAS.

question 2

La bonne réponse est (f). Le Manuel de l'IPSASB indique que la base comptable désigne la comptabilité d'exercice ou la comptabilité de caisse telle que définie dans les normes IPSAS sur la base d'exercice et dans les IPSAS sur la base de trésorerie.

L'IPSASB encourage les gouvernements à progresser vers la comptabilité d'exercice et à harmoniser les exigences nationales avec les IPSAS préparées pour être appliquées par les entités adoptant la comptabilité d'exercice.

question 3

La bonne réponse est (e). Les états financiers préparés selon la méthode de comptabilité de caisse fournissent aux lecteurs des informations sur les sources de trésorerie levées au cours de la période, les fins auxquelles la trésorerie a été utilisée et les soldes de trésorerie à la date de clôture. La comptabilité de caisse reconnaît les transactions et autres événements uniquement lorsque les espèces sont reçues ou payées. Lorsque la comptabilité de caisse sous-tend la préparation des états financiers, l'état financier principal est l'état des entrées et sorties de trésorerie.

Selon la méthode de comptabilité de caisse, les actifs physiques ne sont pas capitalisés et, par conséquent, aucune dépréciation ou amortissement n'est enregistré. De plus, aucune régularisation n'est effectuée pour les comptes créditeurs et les charges à payer (par exemple, charges sociales, avantages sociaux futurs) et les comptes débiteurs, les stocks et les actifs payés d'avance ne sont pas enregistrés.

Les notes annexes peuvent fournir des informations supplémentaires sur les passifs, tels que les dettes et les emprunts, et certains actifs hors trésorerie, tels que les créances, les investissements et les immobilisations corporelles.

Question 4

La bonne réponse est b). La comptabilité d'exercice est une méthode comptable selon laquelle les transactions et autres événements sont comptabilisés lorsqu'ils se produisent (et pas seulement lorsque des espèces ou leur équivalent sont reçues ou payées). Par conséquent, les transactions et événements sont enregistrés dans les registres comptables et reconnus dans les états financiers des périodes auxquelles ils se rapportent.

Lorsque la comptabilité d'exercice sous-tend la préparation des états financiers, les états financiers comprendront l'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des flux de trésorerie et l'état des variations de l'actif net/des capitaux propres. Les éléments reconnus selon la comptabilité d'exercice sont l'actif, le passif, l'actif net/capitaux propres, les produits et les dépenses.

Selon la comptabilité de caisse modifiée, les transactions impliquant la réception ou l'utilisation de ressources financières sont déclarées dans l'état de la performance financière, y compris l'émission de titres de créance à long terme et les dépenses liées à la construction ou à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Question 5

La bonne réponse est (d). Les états financiers préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice informent les utilisateurs non seulement des transactions passées impliquant le paiement et la réception d'espèces, mais également des obligations de payer en espèces dans le futur et des ressources qui représentent les espèces à recevoir dans le futur. Par conséquent, ils fournissent le type d'informations sur les transactions passées et d'autres événements qui sont les plus utiles aux utilisateurs pour prendre des décisions économiques.

L'adhésion aux IPSAS établies de manière indépendante améliore la crédibilité et la comparabilité des états financiers produits par les entités du secteur public.

Les informations fournies dans le cadre de la comptabilité d'exercice soutiennent une gestion et une intendance améliorées des ressources, ce qui peut améliorer l'efficacité et l'efficacité opérationnelles. Par exemple, l'obligation de comptabiliser les obligations en matière d'avantages sociaux telles que les prestations de retraite favorise une meilleure gestion des coûts liés au personnel. La comptabilisation des immobilisations corporelles favorise une meilleure gestion de ces actifs.

Question 6

Cette affirmation est partiellement vraie. Pour garantir que les états financiers d'une entité sont pleinement conformes aux exigences de toutes les IPSAS applicables selon la méthode de la comptabilité d'exercice, lors de l'élaboration de méthodes comptables, une entité se tourne d'abord vers les exigences des IPSAS pertinentes. Lorsqu'il n'existe pas d'IPSAS sur un sujet donné, une entité devra élaborer des politiques fondées sur d'autres directives faisant autorité.

Lorsqu'aucune IPSAS n'a encore été élaborée, la direction devra peut-être faire preuve de jugement lors de l'élaboration d'une politique comptable. En l'absence d'IPSAS sur une question particulière, une entité peut se référer et appliquer :

- a) les définitions, les critères de comptabilisation et d'évaluation des éléments décrits dans les Cadre d'information financière à usage général par les entités du secteur public ;
- b) les déclarations d'autres organismes de normalisation (par exemple l'IASB) ; et
- c) les pratiques comptables et de reporting acceptées dans le secteur public ou privé dans la mesure où elles ne sont en conflit avec les définitions, la comptabilisation et la mesure des IPSAS.

Question 7

Cette affirmation est partiellement vraie. Toutes les entités qui préparent et présentent des états financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale devront adopter des méthodes comptables conformes aux exigences d'un organisme de normalisation faisant autorité. Les entités du secteur public, à l'exception des entreprises publiques, doivent fonder leurs méthodes comptables sur les exigences des IPSAS pertinentes.

Une entité peut être tenue de préparer des états financiers consolidés dans lesquels elle regroupe la situation financière et la performance de toutes les entités contrôlées. Les états financiers consolidés sont destinés à présenter les informations financières sur l'entité économique comme celles d'une entité unique. Les états financiers consolidés doivent être préparés selon des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements similaires.

Lors de l'élaboration de politiques comptables, il convient de décider à quelles entités les politiques sont censées s'appliquer. Cela ne vise pas à empêcher les entités individuelles d'élaborer des méthodes comptables spécifiques à leurs exigences. Toutefois, la spécification précoce de certaines méthodes comptables par les entités centrales peut limiter le nombre d'ajustements requis lors de la préparation des états financiers consolidés. Cela est dû au fait que si une entité membre de l'entité économique utilise des méthodes comptables autres que celles adoptées pour la préparation des états financiers consolidés, des ajustements sont nécessaires pour se conformer aux méthodes comptables.

Question 8

La réponse est fausse. L'application des exigences de toutes les IPSAS est soumise à la notion de matérialité.

Un ou plusieurs éléments sont significatifs si leur omission ou leur inexactitude dans les états financiers pourrait influencer les jugements d'un utilisateur portés sur la base de ces états.

Il faut faire preuve de jugement pour décider si un élément est important.

Le concept d'importance relative peut consister à réduire l'effort requis pour passer de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice ainsi qu'à la comptabilité d'exercice continue. Par exemple, il pourrait être utilisé pour décider si certains éléments doivent être comptabilisés, quel effort doit être consacré à l'évaluation de certains éléments et si certains éléments doivent être divulgués dans les états financiers.

Question 9

La réponse est fausse. Les entités qui préparent actuellement des états financiers peuvent ne pas être tenues de le faire en vertu des IPSAS. L'une des premières étapes de la transition vers la comptabilité d'exercice consiste à identifier les entités déclarantes existantes et les exigences ou décisions législatives qui exigent qu'elles préparent des états financiers. L'étape suivante consiste à déterminer si l'entité est une entité déclarante. Les entités déclarantes sont tenues de préparer des états financiers à usage général.

Une entité ou un groupe d'entités peut être tenu de préparer et de présenter des états financiers à usage général s'il est raisonnable de s'attendre à ce que des utilisateurs externes dépendent de ces états financiers pour obtenir des informations à des fins de responsabilisation ou de prise de décision. La détermination variera selon les juridictions et au sein des juridictions. Dans de nombreuses juridictions, cela inclura chaque ministère ou entité gouvernementale ainsi que l'entité gouvernementale dans son ensemble.

Les exposés-sondages, les documents de consultation et autres publications de l'IFAC sont publiés par l'IFAC et protégés par ses droits d'auteur.

L'IFAC n'accepte aucune responsabilité pour les pertes causées à toute personne qui agit ou s'abstient d'agir sur la base des éléments contenus dans cette publication, que cette perte soit causée par négligence ou autrement.

Le logo de l'IFAC, « Fédération internationale des comptables » et « IFAC » sont des marques déposées et des marques de service de l'IFAC aux États-Unis et dans d'autres pays.

Copyright © 2020 par la Fédération internationale des comptables (IFAC). Tous droits réservés. L'autorisation écrite de l'IFAC est requise pour reproduire, stocker ou transmettre, ou pour faire d'autres utilisations similaires de ce document, sauf lorsque le document est utilisé à des fins individuelles et non commerciales uniquement. Contactez permissions@ifac.org.